

DECLARATION DU RESEAU DES REGIONS LIBRES D'OGM  
SUR LES LABELS ET L'AGRICULTURE NON-OGM

Bruxelles le 4 Février 2010

Le Réseau des Régions Libres d'OGM (*GM-Free Regions' Network*) qui regroupe 51 gouvernements régionaux sur l'Union Européenne se félicite du vif succès de son initiative « *3<sup>ème</sup> Conférence Labels non OGM, productions de qualité et stratégies agricoles des régions européennes* », organisée les 3 et 4 février 2010 à Bruxelles grâce à l'appui du Comité des Régions de l'Union Européenne et avec le soutien de l'Association des Régions de Produits d'Origine (AREPO), de Slow Food et des membres des groupes Verts - ALE, Social - Démocrate et Alliance des Libéraux et démocrates Européens.

Cette conférence, qui accueillait plusieurs centaines de participants originaires des Etats-Unis, du Brésil, de l'Union Européenne, d'Inde, de la Norvège, de la Suisse et d'Ukraine a permis de mettre en évidence la réalité d'un marché à part entière des produits labellisés non-OGM bénéficiant d'un puissant mouvement de consommateurs. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la mise en place de politiques nationales de labellisation en Autriche, en Allemagne, en France et demain en Irlande. C'est dans ce sens aussi qu'il faut comprendre la participation d'une centaine d'entreprise de production et de transformation agroalimentaires collectant leurs produits auprès de plus de 700 000 exploitations agricoles.

Le réseau se félicite que ses préoccupations aient été entendues au-delà des frontières de l'Union. Répondant à son appel, les producteurs brésiliens ont créé en juin 2008 l'ABRANGE qui fédère l'offre de soja non-OGM, les 16 et 17 mars 2010 se tiendra à New Dheli, la première conférence indienne du soja non-OGM à laquelle le Réseau des Régions Européennes Libres d'OGM est convié.

Le réseau se félicite également que des groupes du Parlement Européen aient répondu à son appel et aient, sur leur propre initiative, organisé le 5 novembre 2009 une réunion intitulée « Produits Sans OGM une opportunité économique pour les producteurs européens » étroitement conforme aux objectifs défendus par les régions.

Le Réseau des Régions Libres d'OGM (*GM-Free Regions' Network*) exprime sa satisfaction devant les progrès accomplis depuis sa première mission au Brésil en 2005 et l'organisation de la 1<sup>ère</sup> Conférence du soja non-OGM de décembre 2007.

Il constate avec vif intérêt :

- Que les producteurs de soja non-OGM se sont organisés et que le spectre d'une pénurie de cette matière première vitale pour bon nombre de filières est écarté.
- Qu'au Brésil mais également aux Etats-Unis, les surfaces dédiées aux productions sans OGM ont cessé de décroître et que dans certains cas, sont parvenues pour la première fois à inverser la tendance. Il se félicite de l'interdiction du soja non-GM en Inde.
- Que sur plusieurs pays de l'Union se sont mises en place des législations nationales permettant une identification des produits carnés, des produits laitiers s'abstenant d'un recours aux OGM dans l'alimentation animale.
- Que de nombreuses filières tentent de réduire leur dépendance aux protéines végétales importées pour s'engager vers une agriculture permettant un meilleur lien au sol, un plus grand respect de l'homme, de l'environnement, des paysages et du climat.

- Qu'aujourd'hui et plus encore demain, que l'une des conditions de conservation de la compétitivité de l'agriculture européenne, dans le cadre de la révision de la PAC, résidera dans sa capacité à maintenir l'authenticité, la tradition et le lien au territoire de ses produits dans une offre commerciale transparente, saine et loyale.
- Que la question de l'utilisation des organismes non génétiquement modifiés en agriculture est un enjeu commercial et stratégique de première importance tant pour les filières de production que pour la soutenabilité environnementale, économique, sociale et territoriale des économies régionales européennes.

Le Réseau des Régions Libres d'OGM (*GM-Free Regions' Network*) en appelle instamment à ses partenaires institutionnels de la Commission Européenne, du Parlement Européen, du Comité des Régions pour que les souhaits exprimés par l'ensemble des parties, filières de production, filières de transformation, chaînes de distribution, institutions régionales, présentes à la conférence soient pris en compte :

- il demande que la Commission Européenne et le Parlement Européen, mettant à profit le débat ouvert par ses différentes interventions, se donnent les moyens de connaître de manière exhaustive les enjeux réels de la sécurisation d'une alimentation animale indemne d'OGM.

⇒ *Il demande qu'une politique spécifique de détection des besoins soit élaborée en prenant en compte tous les intérêts des intervenants des filières.*

- Il exprime ses vœux pour que le consommateur puisse avoir accès à une réelle transparence de la fourche à la fourchette et notamment qu'il soit fait état de la nature exacte de la composition de l'alimentation animale entrant dans la ration des cheptels européens pour la production de biens alimentaires.

⇒ *Il demande que le consommateur puisse avoir accès à un choix en toute connaissance au moyen de Labels et de signes distinctifs de qualité.*

- Il estime vital de reposer la question de la capacité de l'Union Européenne à produire ce type de matières premières.

⇒ *Il demande qu'une politique de production de protéines végétales non-OGM soit mise en oeuvre sur le territoire de l'Union Européenne et que ce chapitre soit évoqué de manière spécifique dans les relations commerciales bilatérales avec les Etats-Unis, l'Inde, la Chine, l'Afrique et le MERCOSUR.*

*Il demande à ce que ces thèmes soient pris en compte dans la prochaine révision de la Politique agricole commune afin que l'agriculture européenne puisse représenter un modèle de développement durable pour l'ensemble de la planète, afin qu'il soit mis fin aux pénuries alimentaires, aux déséquilibres de développement et aux inégalités dans l'accès aux richesses.*

Le Réseau des Régions Libres d'OGM (GM-Free Regions' Network) s'engage :

*- à aider à faire reconnaître les efforts des labels publics et privés dans leurs souhaits de défendre la qualité de leurs produits,*

*- à donner corps et à renforcer la mise en œuvre d'une agriculture durable à la fois pour réconcilier producteurs et consommateurs et pour préserver l'environnement dans lequel vivront les générations futures.*

*- à contribuer au travail des instances européennes et nationales sur la question car les régions, grâce à leur rôle institutionnel et/ou leur proximité avec la société civile, sont les mieux à même d'assurer la défense des intérêts de leur territoire.*

Bruxelles le 5 février 2010